

Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2014-2015

LA DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

NOVEMBRE 2015

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires

pour l'année financière 2014-2015

LA DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

NOVEMBRE 2015

LES COMMISSIONS PARLEMENTAIRES



Publié par la Direction des travaux parlementaires
Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage, bureau 3.11
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : (418) 643-2722

Télécopieur : (418) 643-0248

Courriel : commissions@assnat.qc.ca

ISBN : 978-2-550-74462-7 (Imprimé)

ISBN : 978-2-550-74463-4 (PDF)

Dépôt légal - Bibliothèque et archives nationales du Québec – 2015

Table des matières

Présentation	1
Les mandats des commissions	5
Tableau 1 Nombre de séances et durée, par commission	8
Tableau 2 Nombre de mandats, selon l'origine, par commission	8
Tableau 3 Nombre de séances, par commission.....	9
Tableau 4 Durée des séances, par commission (en heures)	9
Tableau 5 Nombre de séances traitant des différents types de mandat, par commission	10
Tableau 6 Durée des séances selon les mandats, par commission (en heures)	10
Les activités des commissions	11
Tableau 7 Nombre de séances traitant des mandats et durée, par type d'activité.....	14
Figure 1 Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée et déferés en commission	15
Figure 2 Projets de loi publics étudiés et adoptés en commission.....	15
Tableau 8 Nombre de séances publiques et durée des projets de loi publics, selon le type de mandat, par commission.....	16
Tableau 9 Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission.....	17
L'organisation et le fonctionnement	19
Tableau 10 Nombre et durée des réunions des comités directeurs, par commission.....	21
Tableau 11 Nombre de mandats où il y a eu des consultations et autres types d'audition, par commission	22
Tableau 12 Nombre de séances publiques consacrées à des consultations et autres types d'audition, par commission	23
Tableau 13 Nombre d'heures consacrées à des consultations et autres types d'audition, par commission	23
Tableau 14 Nombre de témoins entendus et de mémoires déposés par type de consultation et d'audition, par commission	24
Figure 3 Commentaires en ligne	25
Tableau 15 Rapports formulant des recommandations, observations ou conclusions	26

Perspective historique	27
Figure 4	Nombre de séances et d'heures effectuées en commission, par année..... 29
Figure 5	Nombre de consultations particulières et générales, par année 29
Figure 6	Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année 30
Figure 7	Nombre de consultations reliées à un projet de loi public, par année 30
Figure 8	Nombre de mémoires, par année..... 31
Figure 9	Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne..... 32
Lexique.....	33
Annexe I La dénomination et les compétences des commissions	39
Annexe II	45
Tableau 16	Séances traitant de chacun des types de mandats, en nombre et en pourcentage, par commission 47
Tableau 17	Durée et pourcentage par types de mandats, par commission 48
Annexe III	49
Commission de l'assemblée nationale.....	53
Commission de l'administration publique	55
Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles	59
Commission de l'aménagement du territoire.....	63
Commission de la culture et de l'éducation.....	67
Commission de l'économie et du travail.....	71
Commission des finances publiques	75
Commission des institutions	79
Commission des relations avec les citoyens	83
Commission de la santé et des services sociaux.....	87
Commission des transports et de l'environnement.....	91



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2014-2015

Direction des travaux parlementaires

Présentation

Le présent rapport est réalisé par la Direction des travaux parlementaires. Il contient des données statistiques portant sur les activités des commissions parlementaires de l'Assemblée nationale pour la période du 1^{er} avril 2014 au 31 mars 2015¹.

Ce document est élaboré à partir d'une compilation des statistiques des travaux des 11 commissions permanentes² :

- Commission de l'Assemblée nationale (CAN);
- Commission de l'administration publique (CAP);
- Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (CAPERN);
- Commission de l'aménagement du territoire (CAT);
- Commission de la culture et de l'éducation (CCE);
- Commission de l'économie et du travail (CET);
- Commission des finances publiques (CFP);
- Commission des institutions (CI);
- Commission des relations avec les citoyens (CRC);
- Commission de la santé et des services sociaux (CSSS);
- Commission des transports et de l'environnement (CTE).

La **première partie** du document présente des données générales résumant l'ensemble des mandats des commissions pour la dernière année financière. La **deuxième partie** contient les données concernant leurs activités et la **troisième partie**, celles sur l'organisation et le fonctionnement. Enfin, la **quatrième partie** présente des statistiques sur les travaux des commissions dans une perspective historique.

Les activités des commissions exigent du personnel du Service des commissions de la Direction des travaux parlementaires un important travail de préparation et de suivi. Il faut également souligner la collaboration des agents de recherche du Service de recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, qui ont réalisé les études et les recherches nécessaires à l'accomplissement de plusieurs mandats des commissions. Enfin, il faut aussi remercier les autres directions de l'Assemblée qui apportent un concours précieux à la réalisation de la mission de la Direction des travaux parlementaires.

¹ Le 5 mars 2014, le lieutenant-gouverneur a proclamé la dissolution de l'Assemblée nationale pour la tenue d'élections générales le 7 avril 2014. La première séance de commission a été tenue le 26 mai 2014 par la Commission de l'Assemblée nationale.

² Voir annexe I pour plus de détails sur les compétences des commissions.

RÉSUMÉ

En 2014-2015, les commissions parlementaires ont tenu 346 séances pour un total de 1 052 heures de travaux et ce, dans le cadre de 88 mandats différents. Tout comme en 2013-2014, les projets de loi publics figurent en première place des mandats accomplis par les commissions. En effet, 160 séances leur ont été consacrées pour un total de 606 heures.

La CSSS a été la commission la plus occupée cette année, cumulant 202 heures de séance, soit 19 % de toutes les heures des commissions parlementaires. Contrairement à l'année précédente, il y a eu une étude de crédits budgétaires cette année et cela se traduit par 38 séances et 198 heures de commission, uniquement pour ce mandat. De fait, aucune étude de crédits budgétaires n'a été réalisée en 2013-2014, car deux ont exceptionnellement eu lieu en 2012-2013 après le dépôt des budgets de mars et de novembre 2012.

En 2014-2015, les commissions ont entendu 489 témoins lors d'auditions publiques, pour lesquelles 595 mémoires ont été reçus à la Direction des travaux parlementaires. Il y a eu 25 consultations particulières cette année. En 2013-2014, trois consultations générales avaient eues lieu et aucune n'a été tenue cette année. Quelques mandats ont permis à un grand nombre de témoins (individus ou organismes) de se faire entendre, notamment sur le projet de loi n° 10, *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales* (64 témoins), sur le document intitulé « Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion » (55 témoins), sur le projet de loi n° 20, *Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée* (55 témoins) ou sur le projet de *Stratégie gouvernementale de développement durable révisée 2015-2020* (42 témoins).

En ce qui a trait à la cyberdémocratie, 160 personnes ont participé à une consultation en ligne sur le document intitulé « Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion ». En 2013-2014, 160 personnes avaient aussi participé à une telle consultation notamment sur les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée. Le nombre de commentaires en ligne reçus cette année s'élève à 1 390 sur 44 mandats différents.



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2014-2015

Direction des travaux parlementaires

**Les mandats des
commissions**

Cette section couvre le nombre de séances, la durée et l'origine des mandats des commissions. Les mandats peuvent provenir de l'Assemblée, être prévus au Règlement de l'Assemblée ou par une loi, ou encore être pris à l'initiative de la commission elle-même.

Premièrement, les mandats de l'Assemblée concernent l'étude de projets de loi publics et d'intérêt privé, les crédits budgétaires et tout autre sujet d'intérêt public. Fait à noter, la majorité des mandats tirent leur origine de l'Assemblée (57 %). Ils sont donc plus importants en termes de nombre de séances et de durée.

Deuxièmement, diverses dispositions du Règlement de l'Assemblée nationale ou d'une loi du Québec confèrent des mandats aux commissions : il s'agit notamment des mandats d'étude de la politique budgétaire et d'interpellations.

Troisièmement, les mandats d'initiative sont ceux que se donnent les commissions par l'adoption d'une motion à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire relativement à l'étude de tout sujet d'intérêt public ou à l'étude de pétitions. Il peut s'agir aussi de mandats de surveillance des organismes publics et de reddition de comptes ainsi que d'études de règlement. Pour l'étude de pétitions, les membres d'une commission doivent se réunir en séance de travail afin de prendre une décision.

Par ailleurs, la Commission de l'administration publique, qui n'est pas une commission sectorielle, a un mode de fonctionnement particulier, de telle sorte que les mandats qu'elle exécute ont une portée plus large et continue. Ainsi, sur une base semestrielle (généralement en juin et en décembre), la Commission dépose son rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics. En 2014-2015, la CAP a effectué onze mandats, dont neuf portants sur l'imputabilité et deux pour des élections.

Quant à la Commission de l'Assemblée nationale, elle a aussi un mode de fonctionnement différent des neuf commissions sectorielles. De fait, c'est elle qui établit le règlement de l'Assemblée nationale et ses règles de fonctionnement. C'est aussi elle qui coordonne les travaux des autres commissions et s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission. En 2014-2015, les membres de la CAN ont tenu quatre séances.

Finalement, il importe de préciser que les commissions réalisent leurs mandats dans le cadre d'une ou de plusieurs séances. Une séance se déroule, la plupart du temps, durant la période de travaux parlementaires, c'est-à-dire à l'intérieur des semaines de travaux réguliers et intensifs de l'Assemblée. Les commissions peuvent toutefois siéger à des moments où l'Assemblée ne tient pas séance. Elles siègent alors hors période de travaux parlementaires.

Tableau 1 Nombre de séances et durée, par commission

Commissions	Séances	%	Heures	%
CAN	4	1,2	3:27	0,3
CAP	34	9,8	49:59	4,7
CAPERIN	38	11,0	129:27	12,3
CAT	44	12,7	145:18	13,8
CCE	13	3,8	32:25	3,1
CET	21	6,1	51:07	4,9
CFP	40	11,6	137:59	13,1
CI	37	10,7	96:14	9,1
CRC	38	11,0	123:46	11,8
CSSS	52	15,0	202:49	19,3
CTE	25	7,2	79:52	7,6
Total	346	100,0	1 052:23	7,4

Tableau 2 Nombre de mandats, selon l'origine, par commission

Commissions	Types de mandat				Total	%
	Assemblée	Prévus au Règlement	Initiative	Conférés par une loi		
CAN	-	1	-	-	1	1,0
CAP	-	11	-	-	11	11,0
CAPERIN	4	2	2	-	8	8,0
CAT	9	2	-	-	11	11,0
CCE	2	2	1	-	5	5,0
CET	8	2	-	-	10	10,0
CFP	8	4	-	-	12	12,0
CI	9	3	2	1	15	15,0
CRC	6	3	-	2	11	11,0
CSSS	4	4	-	-	8	8,0
CTE	7	1	-	-	8	8,0
Total	57	35	5	3	100	100,0
%	57,0	35,0	5,0	3,0	100,0	

Le nombre de séances et d'heures se divise selon trois types de séance qui sont respectivement les séances publiques, les séances de travail et les séances à huis clos. En 2014-2015, aucune séance à huis clos n'a eu lieu. La majorité des séances qui sont tenues par les commissions sont des séances publiques (78 % des séances).

La CAP compte toujours plus de séances de travail puisque, pour chaque audition publique qu'elle réalise, elle tient une séance de travail de préparation et de conclusion. En 2014-2015, elle a siégé plus de 23 heures en séance de travail sur un total de plus de 57 heures pour toutes les commissions.

Tableau 3 Nombre de séances, par commission

Commissions	Types de séance		Total	%
	Publiques	Travail		
CAN	4	-	4	1,2
CAP	11	23	34	9,8
CAPERNE	29	9	38	11,0
CAT	41	3	44	12,7
CCE	7	6	13	3,8
CET	18	3	21	6,1
CFP	38	2	40	11,6
CI	28	9	37	10,7
CRC	28	10	38	11,0
CSSS	45	7	52	15,0
CTE	21	4	25	7,2
Total	270	76	346	100,0
%	78,0	22,0	100,0	

Tableau 4 Durée des séances, par commission (en heures)

Commissions	Types de séance		Total	%
	Publiques	Travail		
CAN	3:27	-	3:27	0,3
CAP	26:07	23:52	49:59	4,7
CAPERNE	121:42	7:45	129:27	12,3
CAT	143:50	1:28	145:18	13,8
CCE	26:50	5:35	32:35	3,1
CET	49:14	1:53	51:07	4,9
CFP	137:03	0:56	137:59	13,1
CI	91:37	4:37	96:14	9,1
CRC	118:23	5:23	123:46	11,8
CSSS	199:17	3:32	202:49	19,3
CTE	77:13	2:39	79:52	7,6
Total	994:43	57:40	1 052:23	100,0
%	94,5	5,5	100,0	

Tableau 5 Nombre de séances traitant des différents types de mandat, par commission

Commissions	Types de mandat				Séances de travail	Total	%
	Assemblée	Prévus au Règlement	Initiative	Conférés par une loi			
CAN	-	4	-	-	-	4	1,2
CAP	-	29	-	-	5	34	9,8
CAPERN	24	2	9	-	3	38	11,0
CAT	39	2	-	-	3	44	12,7
CCE	5	2	3	-	3	13	3,8
CET	16	2	-	-	3	21	6,1
CFP	33	5	-	-	2	40	11,6
CI	21	5	5	4	2	37	10,7
CRC	23	3	-	10	2	38	11,0
CSSS	41	4	-	-	7	52	15,0
CTE	21	1	-	-	3	25	7,2
Total	223	59	17	14	33	346	100,0
%	64,5	17,1	4,9	4,0	9,5	100,0	

Tout comme lors des années antérieures, les mandats de l'Assemblée occupent majoritairement les commissions avec 64,5 % des séances et plus de 895 heures.

Tableau 6 Durée des séances selon les mandats, par commission (en heures)

Commissions	Types de mandat				Séances de travail ¹	Total	%
	Assemblée	Prévus au Règlement	Initiative	Conférés par une loi			
CAN	-	3:27	-	-	-	3:27	0,3
CAP	-	38:46	-	-	11:13	49:59	4,7
CAPERN	105:00	2:02	20:57	-	1:28	129:27	12,3
CAT	141:48	2:02	-	-	1:28	145:18	13,8
CCE	24:51	1:59	3:20	-	2:15	32:25	3,1
CET	47:10	2:04	-	-	1:53	51:07	4,9
CFP	124:38	12:25	-	-	0:56	137:59	13,1
CI	79:34	5:06	4:59	4:28	2:07	96:14	9,1
CRC	99:55	4:05	-	18:31	1:15	123:46	11,8
CSSS	195:12	4:05	-	-	3:32	202:49	19,3
CTE	77:31	0:03	-	-	2:18	79:52	7,6
Total	895:39	76:04	29:16	22:59	28:25	1 052:23	100,0
%	85,1	7,2	2,8	2,2	2,7	100,0	

¹ Les séances de travail compilent les séances d'organisation ou visant à discuter de la possibilité de se saisir d'un mandat. Les séances de travail tenues dans le cadre d'un mandat spécifique sont placées dans la catégorie de ce dernier.



**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2014-2015**

Direction des travaux parlementaires

**Les activités des
commissions**

Cette section chiffre le travail des commissions pour les différents types d'activité pouvant être effectuées. Pour les besoins de la présente section, 13 types d'activité ont été dénombrés et regroupés selon les trois catégories de mandat suivant :

MANDATS DE L'ASSEMBLÉE

- Projets de loi publics
- Projets de loi d'intérêt privé
- Crédits budgétaires
- Examen de toute autre matière

MANDATS PRÉVUS PAR LE RÈGLEMENT OU PAR UNE LOI

- Élections à la présidence et à la vice-présidence
- Interpellations
- Engagements financiers
- Autres

MANDATS D'INITIATIVE

- Études de règlement
- Surveillance d'organismes et reddition de comptes
- Étude de pétitions
- Examen de toute autre matière

MANDATS CONFÉRÉS PAR UNE LOI

SÉANCES DE TRAVAIL - ORGANISATION

Parmi les mandats provenant de l'Assemblée, l'étude de projets de loi publics, qui regroupe les consultations et l'étude détaillée, est le mandat qui occupe le plus les commissions avec près de 606 heures de travaux. Cela représente 57,6 % des heures totales de toutes les séances des commissions.

Il est aussi important de noter que l'étude de crédits budgétaires a pour effet d'ajouter presque 200 heures de séance provenant d'un mandat de l'Assemblée.

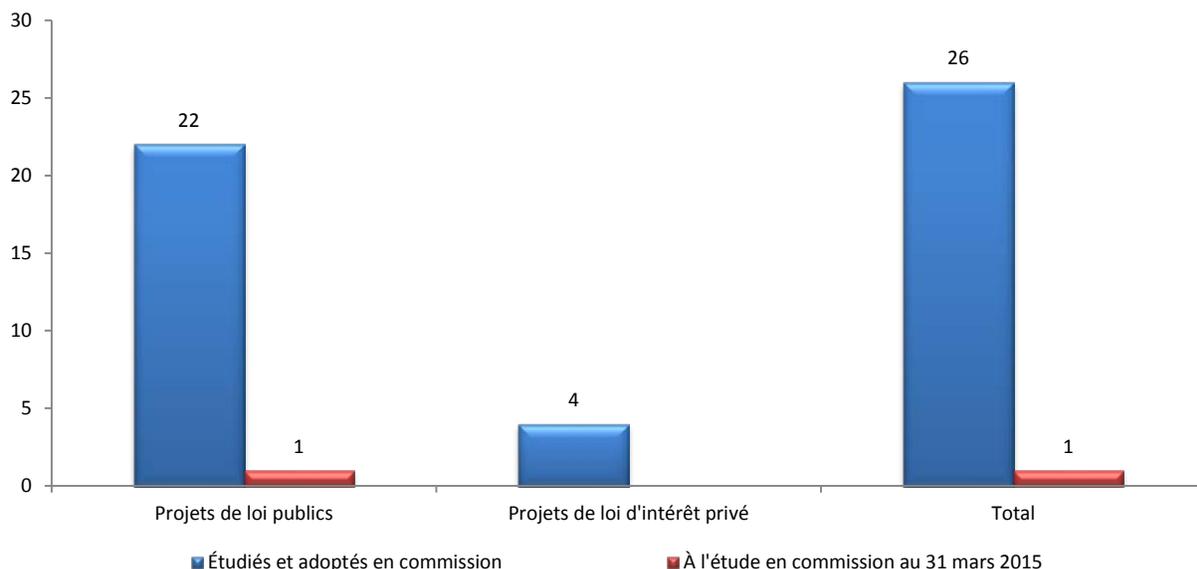
Tableau 7 Nombre de séances traitant des mandats et durée, par type d'activité

Activités	Séances	%	Heures	%
Mandats de l'Assemblée				
Projets de loi publics	160	46,2	605:53	57,6
Projets de loi d'intérêt privé	4	1,2	2:45	0,3
Crédits budgétaires	38	11,0	198:23	18,9
Examen de toute autre matière	21	6,1	88:38	8,4
Mandats prévus au Règlement				
Élections à la présidence et à la vice-présidence	13	3,8	0:36	0,1
Interpellations	10	2,9	19:59	1,9
Autres	36	10,4	55:29	5,3
Mandats d'initiative				
Études de règlement	-	-	-	-
Surveillance d'organisme et reddition de comptes	8	2,3	10:10	1,0
Étude de pétitions	3	0,9	3:20	0,3
Examen de toute autre matière	6	1,7	15:46	1,5
Mandats conférés par une loi	14	4,0	22:59	2,2
Séances de travail - Organisation	33	9,5	28:25	2,7
Total	346	100,0	1 052:23	100,0

Les 21 séances de la catégorie «Examen de tout autre matière» des mandats de l'Assemblée regroupent trois mandats de consultations : sur le document intitulé « Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion, sur le Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle et sur le Projet de Stratégie gouvernementale de développement durable révisée 2015-2020. Pour les mandats prévus au Règlement, la catégorie «Autres» est majoritairement composée des mandats de la CAP, qui a tenu 27 des 36 séances.

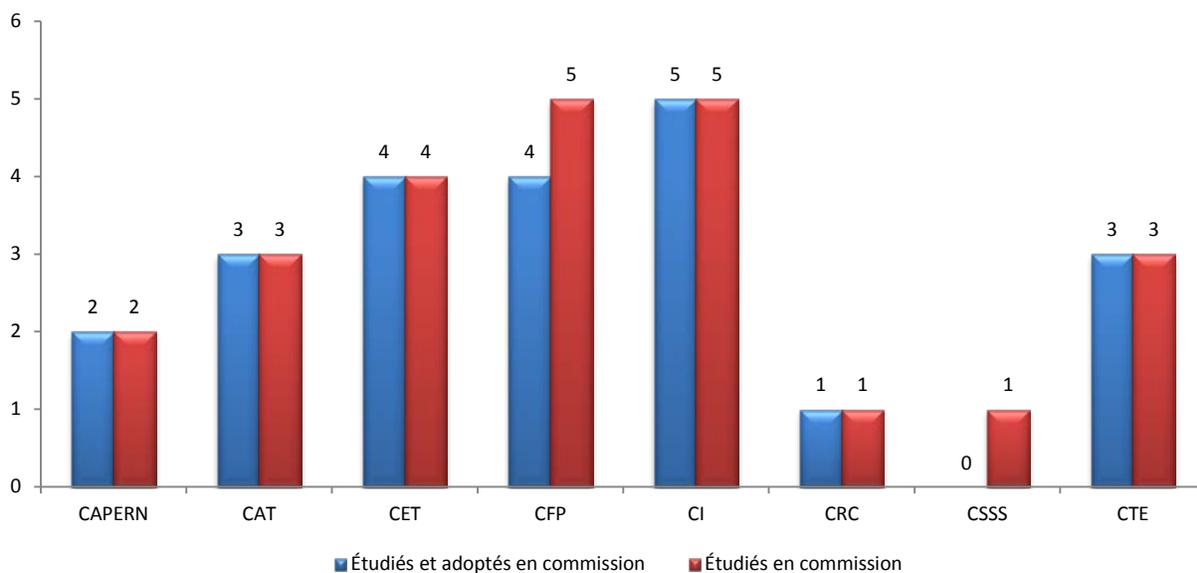
En 2014-2015, 22 projets de loi publics et 4 projets de loi d'intérêt privé ont été adoptés en commission parlementaire. Au 31 mars 2015, un projet de loi public était encore à l'étude et un projet de loi d'intérêt privé était déferé en commission, mais son étude n'avait pas encore débutée.

Figure 1 Traitement des projets de loi présentés à l'Assemblée et déferés en commission



La figure 2 présente les projets de loi étudiés et adoptés en commission au cours de l'année 2014-2015.

Figure 2 Projets de loi publics étudiés et adoptés en commission



En 2014-2015, la CI est la commission ayant le plus de projet de lois publics étudiés et adoptés avec cinq. La CSSS n'a adopté aucun projet de loi en commission, mais a étudié le projet de loi n° 10, *Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition*

des agences régionales. Ce projet de loi a ensuite été étudié et adopté en commission plénière dans le cadre d'une motion de procédure d'exception. Pour les projets de loi d'intérêt privé, trois ont été adoptés à la CAT, un à la CCE et l'autre était à l'étude au 31 mars par la CAT.

Puisqu'ils occupent une importante part des travaux des commissions, il importe de s'intéresser plus spécifiquement aux projets de loi publics. Le tableau 8 chiffre le nombre de séances et d'heures réalisées dans le cadre de l'étude détaillée et des consultations particulières de ces projets de loi.

Tableau 8 Nombre de séances publiques et durée des projets de loi publics, selon le type de mandat, par commission

Commissions	Étude détaillée		Consultations particulières		Consultations générales	
	Séances	Heures	Séances	Heures	Séances	Heures
CAPERN	14	65:29	5	17:34	-	-
CAT	26	91:30	6	30:08	-	-
CCE	-	-	-	-	-	-
CET	9	14:10	3	12:26	-	-
CFP	19	47:36	12	58:05	-	-
CI	11	28:28	4	19:11	-	-
CRC	1	2:06	4	18:36	-	-
CSSS	16	76:49	22	100:26	-	-
CTE	4	11:41	4	11:38	-	-
Total	100	337:49	60	268:04	-	-

En 2014-2015, les commissions ont fait plus de 337 heures d'étude détaillée et 268 heures de consultations particulières sur les projets de loi publics. La CAT a été la commission la plus occupée en étude détaillée avec 26 séances pour 91 heures 30 minutes de travaux. Sur ce nombre, la CAT a siégé 82 heures uniquement sur le projet de loi n° 3, *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*. La CSSS a siégé 16 séances et 76 heures en étude détaillée uniquement sur le projet de loi n° 10.

C'est la CSSS qui a fait le plus de consultations particulières avec 100 heures d'auditions. Plus de 60 heures consacrées au projet de loi n° 10 et près de 40 heures au projet de loi n° 20, *Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée*.

Pour les projets de loi d'intérêt privé, il y a eu un total de quatre séances pour 2 heures 45 minutes de travaux. Finalement, il n'y a eu aucune consultation générale cette année, comparativement à trois en 2013-2014.

Tableau 9 Nombre d'articles et d'amendements étudiés en commission

	Articles	Amendements	
		Proposés	Adoptés
Projets de loi publics	1 014	425	271
Projets de loi d'intérêt privé	10	3	1
Total	1 024	428	272

Ce tableau chiffre les articles contenus dans les projets de loi en cours d'étude et non seulement les projets de loi adoptés. Les articles et les amendements étudiés à l'Assemblée, en commission plénière, sont exclus de ce tableau.

Les parlementaires scrutent les projets de loi article par article et lorsqu'ils souhaitent les modifier, ils doivent proposer des amendements. En 2014-2015, 1 024 articles ont été étudiés et 63,5 % des amendements proposés ont été adoptés.



**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2014-2015**

Direction des travaux parlementaires

**L'organisation
et le
fonctionnement**

LES RÉUNIONS DES COMITÉS DIRECTEURS

Chacune des commissions dispose habituellement d'un comité directeur. Le comité directeur est composé du président, du vice-président et du secrétaire. Ce comité est chargé d'organiser les mandats de la commission et de prendre les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux entre les séances.

Tableau 10 Nombre et durée des réunions des comités directeurs, par commission

Commissions	Réunions	Heures
CAN	3	-
CAP	8	9:28
CAPERNE	5	2:36
CAT	-	-
CCE	3	0:31
CET	-	-
CFP	-	-
CI	2	0:52
CRC	3	2:03
CSSS	1	0:06
CTE	1	0:24
Total	26	16:00

LES CONSULTATIONS

Les consultations sur invitation (consultations particulières) ou celles qui font suite à un avis publié dans les principaux quotidiens (consultation générale) sont des moyens privilégiés pour les personnes et les organismes de faire connaître publiquement leur opinion, permettant ainsi aux membres des commissions d'être mieux informés sur les sujets à l'étude. La catégorie « autres auditions » se compose notamment des auditions du Vérificateur général du Québec ou des ministères et organismes accomplies par la CAP, de la reddition de compte des ministères et organismes faite par les commissions sectorielles ou de la présence des témoins dans le cadre de projet de loi d'intérêt privé.

Tableau 11 Nombre de mandats où il y a eu des consultations et autres types d'audition, par commission

Commissions	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions	Total	%
CAP	-	-	9	9	20,9
CAPERNE	2	-	1	3	7,0
CAT	2	-	3	5	11,6
CCE	-	-	2	2	4,7
CET	3	-	-	3	7,0
CFP	2	-	-	2	4,7
CI	4	-	3	7	16,3
CRC	6	-	-	6	14,0
CSSS	2	-	-	2	4,7
CTE	4	-	-	4	9,3
Total	25	-	18	43	100,0
%	58,1	-	41,9	100,0	

En 2014-2015, 43 mandats comportant des auditions ou des consultations ont eu lieu, dont 25 mandats avec des consultations particulières. La CRC est celle qui a le plus consulté avec six consultations particulières. Pour les « autres auditions », la CAP a fait neuf mandats d'audition, notamment en lien avec les rapports du Vérificateur général, avec la gestion administrative d'organismes publics et sur le rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.

Les tableaux 12 et 13 illustrent le nombre de séances et d'heures consacrées à ces consultations et auditions. Plus de 426 heures et 104 séances d'auditions ont été faites par les commissions. Ce sont la CSSS et la CRC qui ont été les deux commissions les plus occupées en 2014-2015.

Tableau 12 Nombre de séances publiques consacrées à des consultations et autres types d'audition, par commission

Commissions	Séances			Total	%
	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions		
CAP	-	-	9	9	8,7
CAPERIN	7	-	1	8	7,7
CAT	6	-	3	9	8,7
CCE	-	-	2	2	1,9
CET	3	-	-	3	2,9
CFP	12	-	-	12	11,5
CI	6	-	3	9	8,7
CRC	19	-	0	19	18,3
CSSS	22	-	0	22	21,2
CTE	11	-	0	11	10,6
Total	86	-	18	104	100,0
%	82,7	-	17,3	100,0	

Tableau 13 Nombre d'heures consacrées à des consultations et autres types d'audition, par commission

Commissions	Heures			Total	%
	Consultations particulières	Consultations générales	Autres auditions		
CAP	-	-	26:02	26:02	6,1
CAPERIN	29:14	-	3:00	32:14	7,6
CAT	30:08	-	2:15	32:23	7,6
CCE	-	-	2:31	2:31	0,6
CET	12:26	-	-	12:26	2,9
CFP	58:05	-	-	58:05	13,6
CI	22:48	-	6:22	29:10	6,8
CRC	91:20	-	-	91:20	21,4
CSSS	100:26	-	-	100:26	23,6
CTE	41:34	-	-	41:34	9,8
Total	386:01	-	40:10	426:11	100,0
%	90,6	-	9,4	100,0	

Le tableau 14 illustre le nombre de témoins entendus et de mémoires déposés lors des consultations et des auditions.

En 2014-2015, 458 témoins (citoyens ou organismes) ont été entendus en commission, dont 119 à la CSSS pour les projets de loi n^{os} 10 et 20. Dans le cadre de consultations particulières, les organismes et les citoyens, qu'ils viennent en audition ou non, sont invités à déposer un mémoire afin d'aider les membres des commissions à mieux comprendre le sujet à l'étude et à connaître la position des témoins sur le sujet. En 2014-2015, 595 mémoires ont été déposés sur les 43 mandats de consultations particulières et d'auditions.

Tableau 14 Nombre de témoins entendus et de mémoires déposés par type de consultation et d'audition, par commission

Commissions	Consultations particulières		Autres auditions		Consultations générales	
	Témoins entendus*	Mémoires déposés	Témoins entendus*	Mémoires déposés	Témoins entendus*	Mémoires déposés
CAP	-	-	19	-	-	-
CAPERNE	41	42	1	-	-	-
CAT	30	44	5	-	-	-
CCE	-	-	3	-	-	-
CET	15	16	-	-	-	-
CFP	63	90	-	-	-	-
CI	24	20	3	-	-	-
CRC	106	120	-	-	-	-
CSSS	119	192	-	-	-	-
CTE	59	71	-	-	-	-
Total	458	595	31	-	-	-

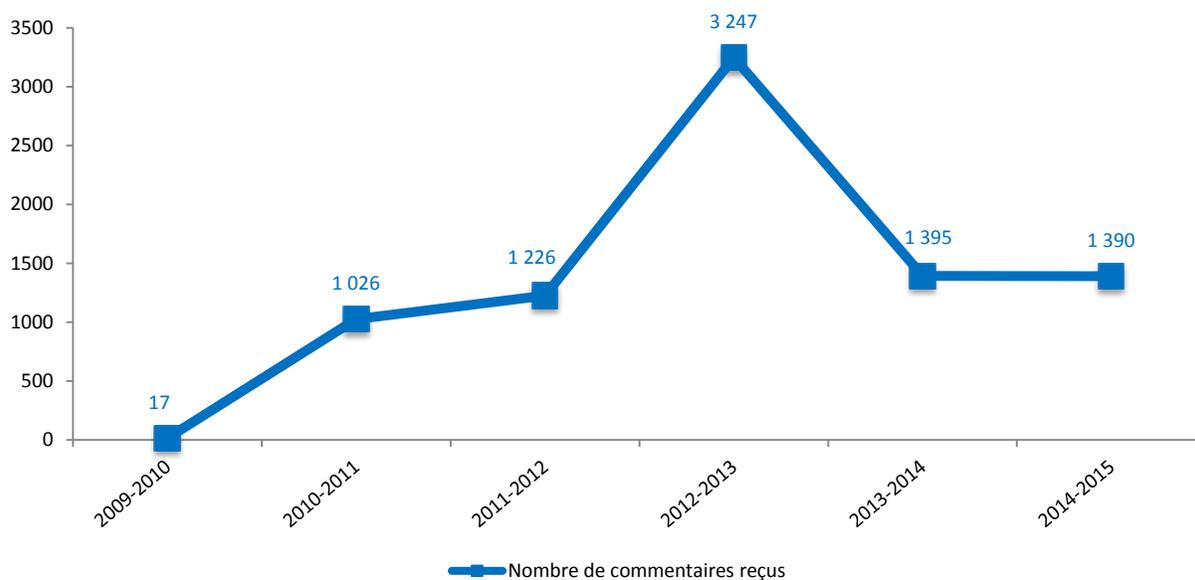
* Nombre de citoyens et d'organismes entendus.

LA CYBERDÉMOCRATIE

Thème central de la dernière réforme parlementaire de 2009, la cyberdémocratie s'intègre de plus en plus aux travaux des commissions parlementaires. Celle-ci permet de rapprocher l'Assemblée des citoyens et de faciliter leur participation aux affaires publiques. À cet égard, la CRC a réalisé une consultation en ligne dans le cadre du mandat de consultation sur le document intitulé « Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion » et 160 personnes ont répondu au questionnaire en ligne.

Le public est par ailleurs invité à commenter en ligne les mandats des commissions. En 2014-2015, 44 mandats ont reçu un total de 1 390 commentaires (voir figure 3). En 2012-2013, plus de 3 247 commentaires en ligne ont été reçus. Ce sommet s'explique en partie par le projet de loi n° 78, *Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau postsecondaire qu'ils fréquentent*, pour lequel 2 330 commentaires ont été reçus.

Figure 3 Commentaires en ligne



LES RAPPORTS

Lorsqu'une commission est saisie d'une affaire, elle en fait l'examen puis elle produit un rapport dans lequel elle a la possibilité de formuler des recommandations. Une recommandation invite, la plupart du temps, le gouvernement, un ministère ou un organisme public à prendre les mesures nécessaires pour corriger une situation. Outre les rapports contenant des recommandations, les commissions peuvent également déposer des rapports ne formulant que des observations ou des conclusions. Au cours de l'année 2014-2015, les commissions parlementaires ont produit sept rapports de ce type qui ont été déposés à l'Assemblée nationale (voir tableau 15). En comparaison, ce sont 19 rapports contenant des observations, conclusions ou recommandations qui ont été produits par les commissions en 2013-2014.

Tableau 15 Rapports formulant des recommandations, observations ou conclusions

Commissions	Rapports	Nombre de recommandations
Mandats de l'Assemblée		
CTE	Consultations particulières et auditions publiques sur le projet de Stratégie gouvernementale de développement durable révisée 2015-2020 (Observations)	-
CRC	Consultations particulières et auditions publiques sur le <i>Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle</i> (Conclusions)	-
Mandats conférés par une loi		
CRC	Examen des rapports sur les activités du Fonds de soutien aux proches aidants et sur celles de la Société de gestion L'Appui, pour les exercices financiers terminés les 31 mars 2011, 2012 et 2013 (Observations et conclusions)	-
CI	Étude du Rapport sur le suivi de la Loi modifiant le Code de la sécurité routière et le Code de procédure pénale concernant la perception des amendes (Observations, conclusions et recommandations)	4
Mandats d'initiative		
CCE	Étude de la pétition n° 258-20140918 concernant les cours d'éducation sexuelle (Observations et conclusions)	-
CI	Audition d'Hydro-Québec sur son possible assujettissement au pouvoir d'intervention du Protecteur du citoyen (Observations, conclusions et recommandation)	1
Mandats réalisés par la Commission de l'administration publique		
CAP	Auditions des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics sur leur gestion administrative (Observations, conclusions et recommandations)	15



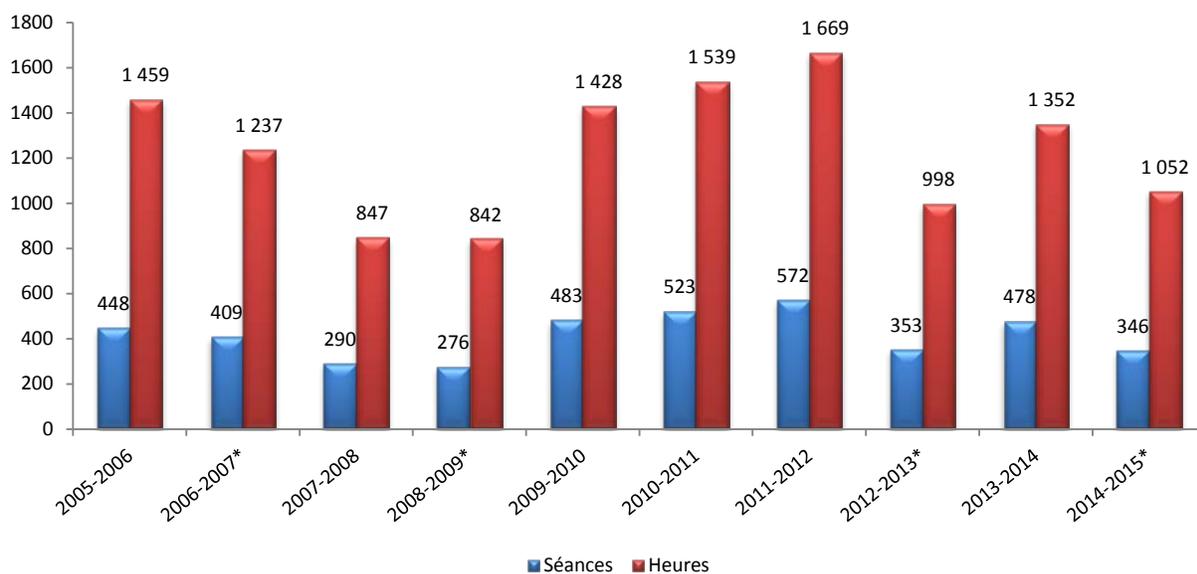
**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2014-2015**

Direction des travaux parlementaires

**Perspective
historique**

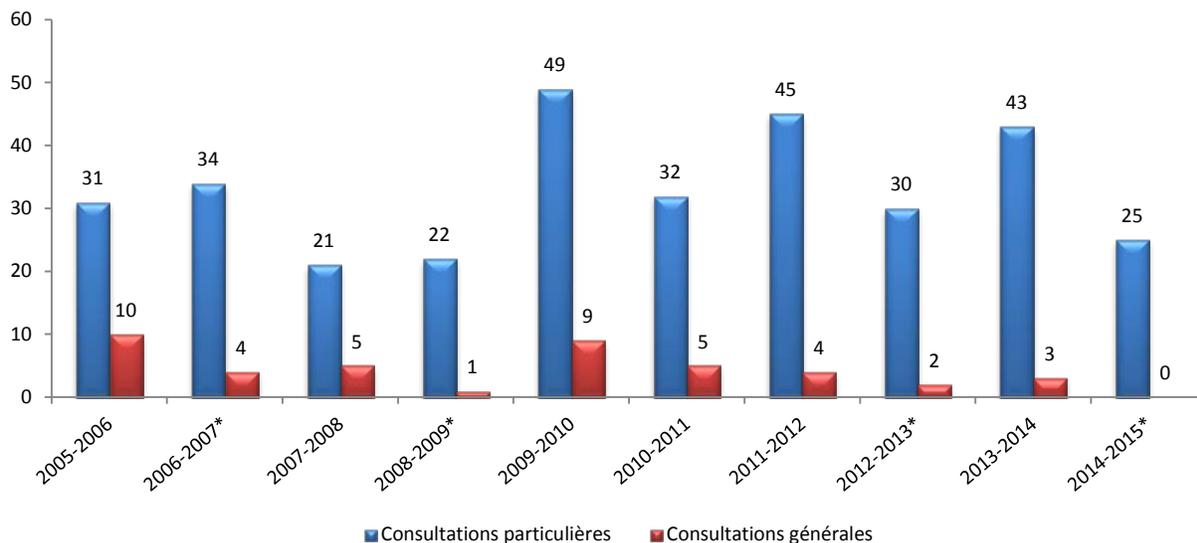
Cette partie du rapport présente l'évolution des activités des commissions sur une période de 10 ans. Dans l'ensemble, il est difficile de dégager des conclusions de ces figures. Néanmoins, dans chacune des figures, il y a généralement une baisse des activités des commissions durant les périodes de gouvernement minoritaire de 2007 à 2009 et de 2012 à 2014. Le niveau record d'activité des commissions de l'année 2011-2012 est en partie attribuable à la consultation générale et aux séances de travail de la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité. Il est à noter que les années 2006-2007, 2008-2009, 2012-2013 et 2014-2015 sont des années d'élections générales.

Figure 4 Nombre de séances et d'heures effectuées en commission, par année



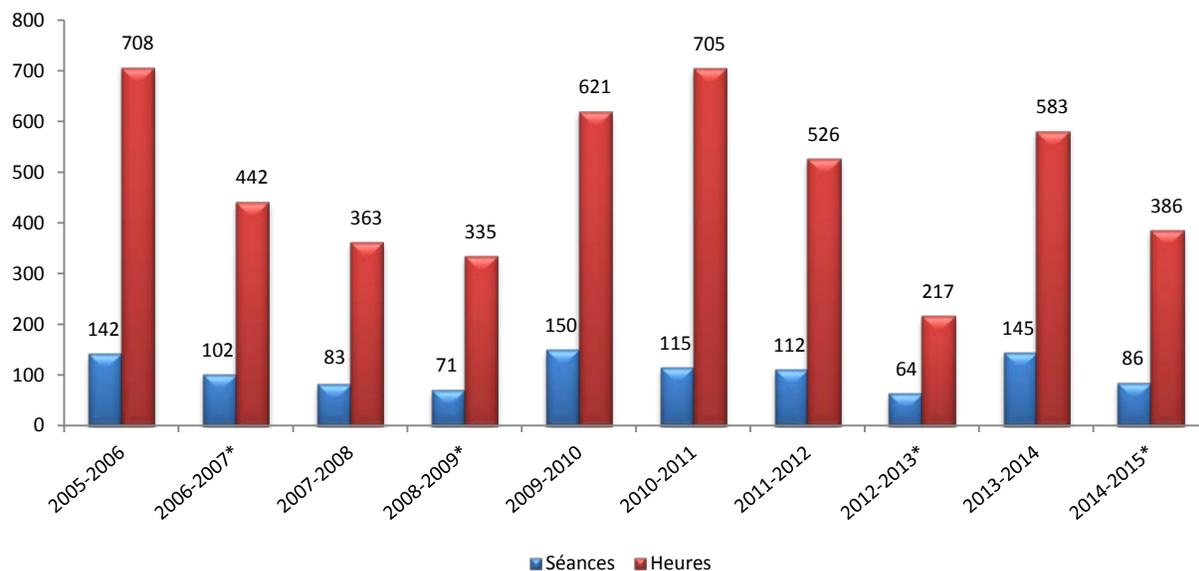
* Années d'élections générales

Figure 5 Nombre de consultations particulières et générales, par année



Avant 2014-2015, certaines auditions effectuées par les commissions sectorielles, notamment la reddition de compte des ministères et organismes, étaient comptabilisées dans les consultations particulières.

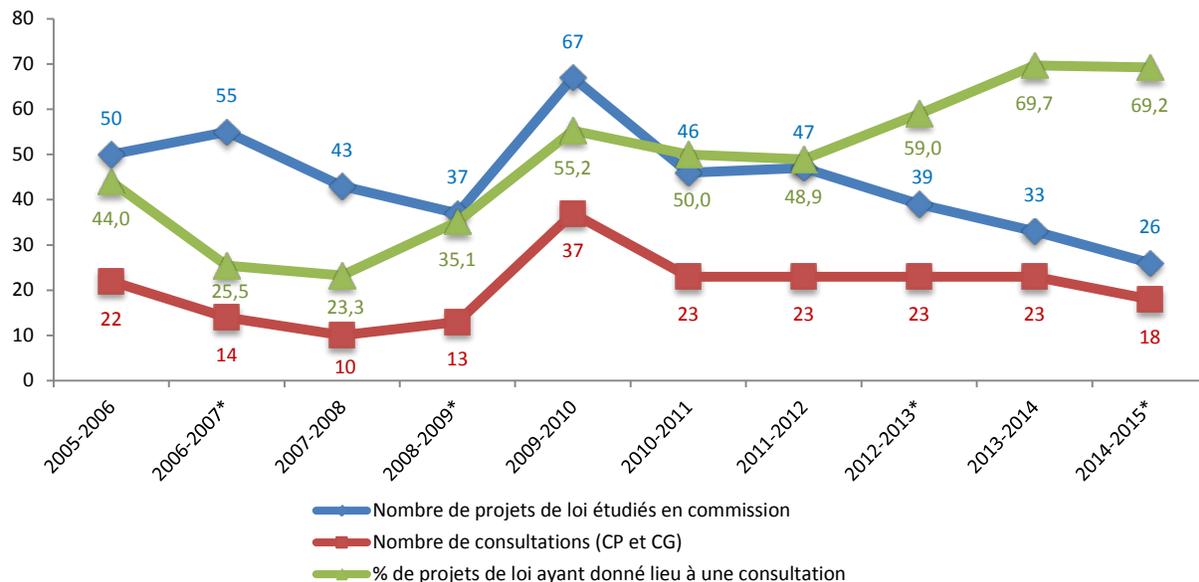
Figure 6 Nombre de séances et d'heures consacrées à des consultations particulières et générales, par année



* Années d'élections générales

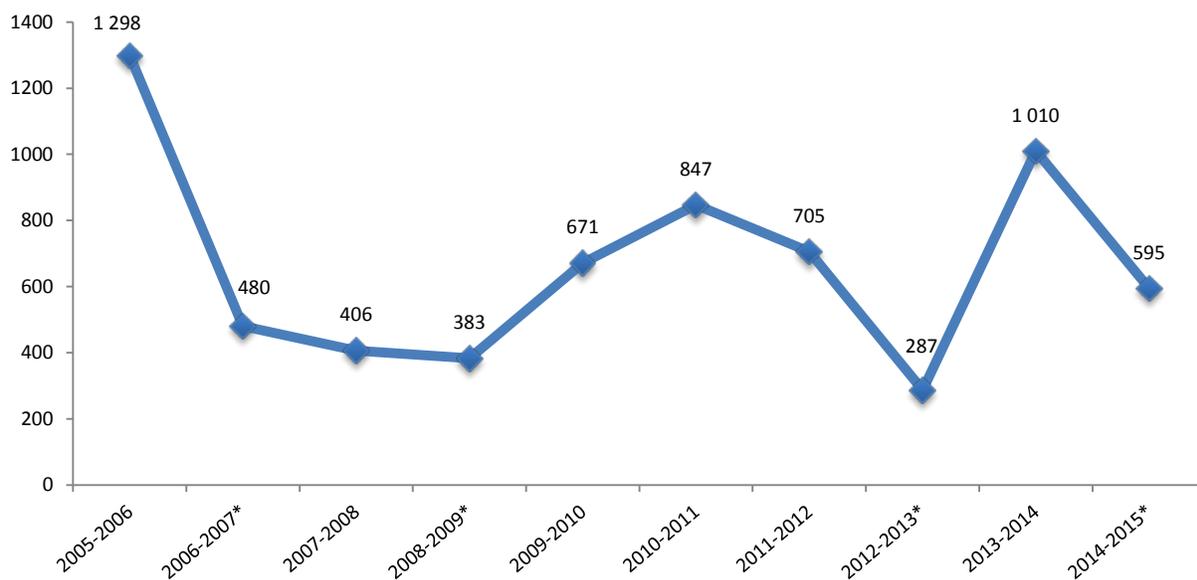
La figure 7 démontre le nombre de consultations particulières et générales reliés aux projets de loi publics qui ont été étudiés en commission. En 2014-2015, 18 projets loi publics ont fait l'objet d'une consultation sur les 26 projets de lois étudiés en commission.

Figure 7 Nombre de consultations reliées à un projet de loi public, par année



La figure 8 démontre le nombre de mémoire déposés par année. En 2014-2015, 595 mémoires ont été reçus par les commissions, ce qui représente une légère baisse par rapport à la moyenne des 10 dernières années, qui est de 668 mémoires. En 2013-2014, plus de 1 010 mémoires ont été déposés. Ce nombre s'explique en partie par la tenue d'une consultation générale sur le projet de loi n° 60, *Charte affirmant les valeurs de laïcité et de neutralité religieuse de l'État ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes et encadrant les demandes d'accommodement*, durant laquelle 269 mémoires ont été reçus. Le sommet de 2005-2006, où 1 298 mémoires ont été déposés, s'explique notamment par la *Commission spéciale sur la Loi électorale*.

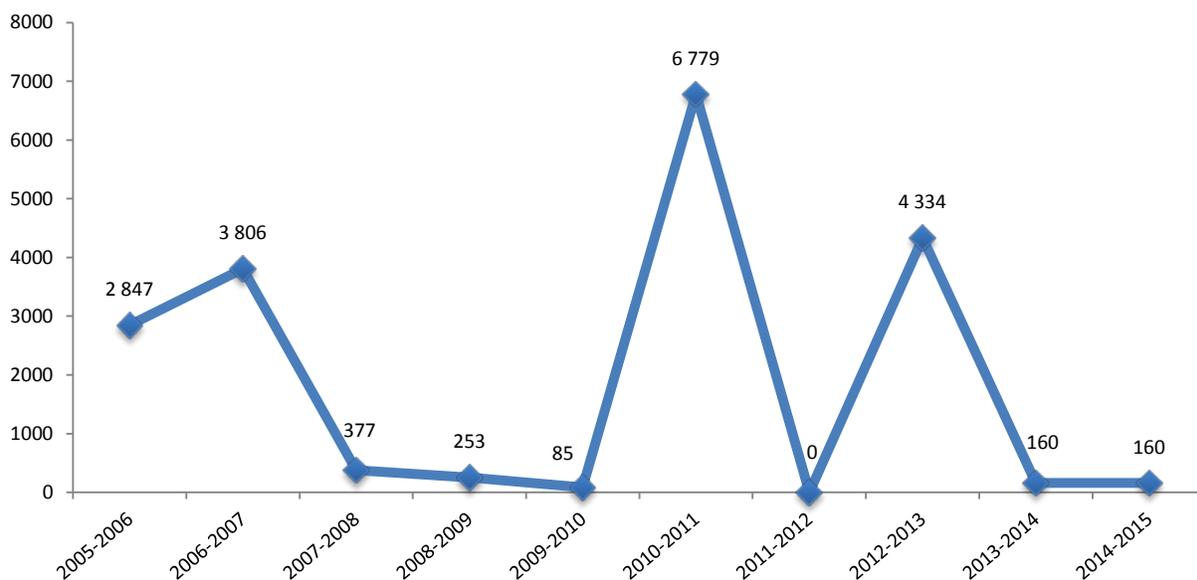
Figure 8 Nombre de mémoires, par année



* Années d'élections générales

La figure 9 illustre le nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne. Fait à noter, à chacune des trois années cumulant le plus de réponses, une consultation générale a été tenue, expliquant ainsi la hausse marquée. Ces consultations générales ont été tenues en 2006-2007 sur le mandat *Garantir l'accès : un défi d'équité, d'efficience et de qualité* (3 572 réponses); en 2010-2011 sur la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité (6 779 réponses) et en 2012-2013 sur le projet de loi n° 14, *Loi modifiant la Charte de la langue française, la Charte des droits et libertés de la personne et d'autres dispositions législatives* (4 334 réponses). En 2014-2015, les commissions ont reçu 160 réponses sur la consultation en ligne du document intitulé « Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion ».

Figure 9 Nombre de réponses reçues aux questionnaires en ligne





**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2014-2015**

Direction des travaux parlementaires

Lexique

COMITÉ DIRECTEUR

Le comité directeur est composé du président, du vice-président ainsi que du secrétaire de la commission. Ce comité voit à l'administration de la commission et prend les décisions nécessaires à la bonne marche des travaux de la commission entre les séances.

CONSULTATION GÉNÉRALE

Une consultation générale s'adresse à l'ensemble de la population. Elle est obligatoirement précédée d'un avis public dans les principaux quotidiens et dans la *Gazette officielle du Québec* afin d'inviter les personnes et les organismes intéressés par le sujet étudié à soumettre un mémoire à la Commission. Les citoyens peuvent aussi adresser une demande d'intervention sans transmettre de mémoire. Par la suite, la Commission tient des auditions publiques, et une période d'au plus 45 minutes est prévue pour l'ensemble des interventions sans mémoire.

CONSULTATIONS PARTICULIÈRES

Les consultations particulières se limitent aux personnes ou aux organismes choisis par la Commission ou par l'Assemblée nationale en raison de leur connaissance de la question étudiée ou de leur expertise en la matière.

CRÉDITS BUDGÉTAIRES

Les crédits budgétaires correspondent aux sommes d'argent attribuées à chaque ministère ou organisme du gouvernement pour son fonctionnement annuel. Dans l'exercice de son pouvoir de contrôle des dépenses du gouvernement, l'Assemblée délègue aux commissions l'étude de ces crédits budgétaires. L'étude des crédits budgétaires en commission parlementaire débute au plus tôt 15 jours après le dépôt des crédits à l'Assemblée. Ainsi, au cours de cette étude, la commission examine les divers éléments des programmes pour lesquels des crédits doivent être votés. Le ministre, accompagné de ses principaux fonctionnaires, justifie et défend les crédits de son ministère et des organismes publics qui sont sous sa responsabilité.

ÉTUDE DÉTAILLÉE DE PROJETS DE LOI

Le plus grand nombre de mandats confiés aux commissions par l'Assemblée sont l'étude des projets de loi. Ainsi, les commissions étudient chaque année près d'une centaine de projets de loi. Tous les députés peuvent présenter un projet de loi, mais seuls les ministres peuvent présenter un projet de loi ayant des incidences financières. Les projets de loi se divisent en deux groupes : les projets de loi publics et les projets de loi d'intérêt privé.

INTERPELLATIONS

L'interpellation est un débat tenu entre un député de l'opposition et un ministre sur une question d'actualité ou d'intérêt général. Faisant suite à un avis publié au feuillet de l'Assemblée, l'interpellation a lieu le vendredi, de 10 heures à midi, à la salle de l'Assemblée nationale pendant les semaines où l'Assemblée siège. Il n'y a cependant pas d'interpellation en période de travaux intensifs.

PROJETS DE LOI PUBLICS

Les projets de loi publics sont d'application générale, en ce sens qu'ils s'appliquent à l'ensemble de la collectivité ou à une très grande partie de celle-ci. Au cours de l'étude détaillée de projets de loi publics, la commission prend en considération chaque article du projet de loi, en y apportant les amendements qu'elle juge nécessaires et qui ne vont pas à l'encontre du principe du projet de loi. Avant d'entreprendre l'étude détaillée d'un projet de loi, la commission peut, à l'occasion, décider de tenir des consultations particulières. Lorsque la commission a terminé l'étude détaillée d'un projet de loi, elle dépose, par l'entremise de son président, son rapport à l'Assemblée, où se poursuivent les autres étapes menant à l'adoption du projet de loi.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

À la différence d'un projet de loi public, un projet de loi d'intérêt privé concerne des intérêts particuliers ou locaux et il vise à obtenir pour un individu, une corporation ou une municipalité des droits ou des privilèges exclusifs ou qui lui sont propres. En général, l'étude détaillée d'un projet de loi d'intérêt privé s'amorce par une audition publique. Les requérants et toutes les personnes qui ont demandé à intervenir sur le projet de loi sont alors convoqués par la commission. L'audition et l'étude détaillée ont lieu, la plupart du temps, au cours de la même séance. Lorsque l'audition du requérant et des autres personnes intéressées prend fin commence alors l'étude détaillée, qui se déroule comme celle d'un projet de loi public. Toutefois, les requérants peuvent y participer. Le rapport de la commission est ensuite déposé à l'Assemblée.

SÉANCES PUBLIQUES

La séance publique constitue la règle générale, mais les commissions peuvent également se réunir en séance de travail ou à huis clos. Les séances publiques sont ouvertes à la population et les membres de la *Tribune de la presse* y sont admis. Les délibérations de ces séances sont retranscrites intégralement au *Journal des débats*, qui peut être consulté, depuis 1989, dans le site Internet de l'Assemblée nationale.

SÉANCES DE TRAVAIL

La séance de travail est principalement réservée à l'organisation des travaux et à l'information des membres des commissions. Elle est dite privée, c'est-à-dire que seuls les membres et le personnel de la commission peuvent y assister. Ce type de séance représente donc une instance plus souple pour la commission, qui peut aussi déléguer à son comité directeur la planification et l'organisation des travaux.

SÉANCES À HUIS CLOS

La séance à huis clos est rare et, contrairement aux autres types de séance, nul ne peut en rapporter les délibérations sans le consentement unanime de la commission et des témoins, s'il en est.

TRAVAUX EN PÉRIODE ET HORS PÉRIODE

Les commissions siègent la plupart du temps pendant la période des travaux de l'Assemblée, à l'exception toutefois des semaines de travail en circonscription. Les commissions peuvent également siéger à des moments où l'Assemblée ne tient pas séance, autrement dit où il n'y a pas de travaux prévus au calendrier. Dans ce cas, il est considéré que les commissions siègent hors période de travaux parlementaires. Les commissions peuvent se réunir du lundi au vendredi, que ce soit pendant la période de travaux ou non. Fait à noter, lorsque l'Assemblée siège, les commissions ne peuvent pas se réunir lors de la période des affaires courantes.



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2014-2015

Direction des travaux parlementaires

Annexe I

**La dénomination
et les
compétences
des commissions**

Le Règlement de l'Assemblée nationale prévoit la dénomination et les champs de compétence des commissions parlementaires de la manière suivante :

ARTICLE 116 :

La Commission de l'Assemblée nationale :

- 1° établit le règlement de l'Assemblée et ses règles de fonctionnement ainsi que celles des commissions, et les soumet à l'approbation de l'Assemblée;
- 2° coordonne les travaux des autres commissions, notamment en déterminant devant quelle commission répond un ministère ou organisme et en précisant, au besoin, la compétence de chaque commission;
- 3° autorise les commissions à se déplacer ou à siéger à l'extérieur des édifices de l'Assemblée nationale;
- 3.1° entend, au besoin, les personnes dont la loi requiert qu'elles soient nommées par l'Assemblée et lui fait rapport sans formuler d'observations, conclusions ou recommandations;
- 4° s'occupe de toute matière qui n'a pas été spécialement confiée à une autre commission.

ARTICLE 117.6 :

La Commission de l'administration publique :

- 1° vérifie les engagements financiers;
- 2° entend, chaque année, le Vérificateur général sur son rapport annuel de gestion;
- 3° entend, en vertu de la Loi sur l'administration publique, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative lorsque celle-ci est signalée dans un rapport du Vérificateur général ou du Protecteur du citoyen;

- 3.1° entend, en vertu de la Loi sur l'administration publique, au moins une fois tous les quatre ans, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative;
- 3.2° étudie le rapport annuel sur l'application de la Loi sur l'administration publique; et
- 4° étudie toute matière qui lui est confiée par l'Assemblée.

ARTICLE 118 :

- 1° Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles :

Agriculture, pêcheries, alimentation, énergie, ressources naturelles;
- 2° Commission de l'aménagement du territoire :

Aménagement du territoire, affaires municipales, habitation, sports et loisirs, développement des collectivités locales et régionales;
- 3° Commission de la culture et de l'éducation :

Culture, éducation, formation professionnelle, enseignement supérieur, communication;
- 4° Commission de l'économie et du travail :

Industrie, commerce, tourisme, travail, main-d'œuvre, science, technologie, sécurité du revenu;
- 5° Commission des finances publiques :

Finances, budget, administration du gouvernement, fonction publique, revenu, services, approvisionnements, régimes de rentes;
- 6° Commission des institutions :

Présidence du Conseil exécutif, justice, sécurité publique, constitution, affaires autochtones, relations internationales et intergouvernementales;

7° Commission des relations avec les citoyens :

Relations avec les citoyens, communautés culturelles, immigration, condition féminine, famille, aînés, jeunesse, protection des consommateurs;

8° Commission de la santé et des services sociaux :

Santé, services sociaux et communautaires;

9° Commission des transports et de l'environnement :

Transports, environnement, faune, parcs.



**Rapport statistique sur les travaux des
commissions parlementaires pour
l'année financière 2014-2015**

Direction des travaux parlementaires

Annexe II

Tableaux 16 et 17

Tableau 16 Séances traitant de chacun des types de mandats, en nombre et en pourcentage, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats d'initiative				Conférés par une loi	Séances de travail	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Examen de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellation	Autres	Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organisme	Études de pétitions	Examen de toute autre matière			
	Publics	Privé												
CAN	-	-	-	-	-	-	4	-	-	-	-	-	-	4
CAP	-	-	-	-	2	-	27	-	-	-	-	-	5	34
CAPERIN	19	-	5	-	1	1	-	-	5	-	4	-	3	38
CAT	32	3	4	-	1	1	-	-	-	-	-	-	3	44
CCE	-	1	4	-	1	1	-	-	-	3	-	-	3	13
CET	12	-	4	-	1	1	-	-	-	-	-	-	3	21
CFP	31	-	2	-	2	1	2	-	-	-	-	4	2	40
CI	15	-	6	-	1	1	3	-	3	-	2	10	2	37
CRC	5	-	5	13	1	2	-	-	-	-	-	-	2	38
CSSS	38	-	3	-	2	2	-	-	-	-	-	-	7	52
CTE	8	-	5	8	1	-	-	-	-	-	-	-	3	25
Total	160	4	38	21	13	10	36	-	8	3	6	14	33	346
CAN	-	-	-	-	-	-	11,1	-	-	-	-	-	-	1,2
CAP	-	-	-	-	15,4	-	75,0	-	-	-	-	-	15,2	9,8
CAPERIN	11,9	-	13,2	-	7,7	10,0	-	-	62,5	-	66,7	-	9,1	11,0
CAT	20,0	75,0	10,5	-	7,7	10,0	-	-	-	-	-	-	9,1	12,7
CCE	-	25,0	10,5	-	7,7	10,0	-	-	-	100,0	-	-	9,1	3,8
CET	7,5	-	10,5	-	7,7	10,0	-	-	-	-	-	-	9,1	6,1
CFP	19,4	-	5,3	-	15,4	10,0	5,6	-	-	-	-	-	6,1	11,6
CI	9,4	-	15,8	-	7,7	10,0	8,3	-	37,5	-	33,3	28,6	6,1	10,7
CRC	3,1	-	13,2	61,9	7,7	20,0	-	-	-	-	-	71,4	6,1	11,0
CSSS	23,8	-	7,9	-	15,4	20,0	-	-	-	-	-	-	21,2	15,0
CTE	5,0	-	13,2	38,1	7,7	-	-	-	-	-	-	-	9,1	7,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 17 Durée et pourcentage par types de mandats, par commission

Commissions	Mandats de l'Assemblée				Mandats prévus au Règlement			Mandats d'initiative				Conférés par une loi	Séances de travail	Total
	Projets de loi		Crédits budgétaires	Examen de toute autre matière	Élections à la présidence et à la vice-présidence	Interpellation	Autres	Études de règlement	Reddition de comptes et surveillance d'organisme	Études de pétitions	Examen de toute autre matière			
	Publics	Privé												
CAN	-	-	-	-	-	-	3:27	-	-	-	-	-	-	3:27
CAP	-	-	-	-	0:05	-	38:41	-	-	-	-	-	11:13	49:59
CAPERIN	83:03	-	21:57	-	0:02	2:00	-	-	6:59	-	13:58	-	1:28	129:27
CAT	121:38	2:15	17:55	-	0:02	2:00	-	-	-	-	-	-	1:28	145:18
CCE	-	0:30	24:21	-	0:03	1:56	-	-	-	3:20	-	-	2:15	32:25
CET	26:36	-	20:34	-	0:03	2:01	-	-	-	-	-	-	1:53	51:07
CFP	105:41	-	18:57	-	0:06	2:00	10:19	-	-	-	-	-	0:56	137:59
CI	47:39	-	31:55	-	0:03	2:01	3:02	-	3:11	-	1:48	4:28	2:07	96:14
CRC	20:42	-	20:52	58:21	0:05	4:00	-	-	-	-	-	18:31	1:15	123:46
CSSS	177:15	-	17:57	-	0:04	4:01	-	-	-	-	-	-	3:32	202:49
CTE	23:19	-	23:55	30:17	0:03	-	-	-	-	-	-	-	2:18	79:52
Total	605 :53	2:45	198:23	88:38	0:36	19:59	55:29	-	10:10	3:20	15:46	22:59	28:25	1 052:23
CAN	-	-	-	-	-	-	6,2	-	-	-	-	-	-	0,3
CAP	-	-	-	-	13,9	-	69,7	-	-	-	-	-	39,5	4,7
CAPERIN	13,7	-	11,1	-	5,6	10,0	-	-	68,7	-	88,6	-	5,2	12,3
CAT	20,1	81,8	9,0	-	5,6	10,0	-	-	-	-	-	-	5,2	13,8
CCE	-	18,2	12,3	-	8,3	9,7	-	-	-	100,0	-	-	7,9	3,1
CET	4,4	-	10,4	-	8,3	10,1	-	-	-	-	-	-	6,6	4,9
CFP	17,4	-	9,6	-	16,7	10,0	18,6	-	-	-	-	-	3,3	13,1
CI	7,9	-	16,1	-	8,3	10,1	5,5	-	31,3	-	11,4	19,4	7,4	9,1
CRC	3,4	-	10,5	65,8	13,9	20,0	-	-	-	-	-	80,6	4,4	11,8
CSSS	29,3	-	9,0	-	11,1	20,1	-	-	-	-	-	-	12,4	19,3
CTE	3,8	-	12,1	34,2	8,3	-	-	-	-	-	-	-	8,1	7,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	-	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0



Rapport statistique sur les travaux des commissions parlementaires pour l'année financière 2014-2015

Direction des travaux parlementaires

Annexe III

**Les fiches
détaillées des
activités des
commissions**

LÉGENDE

MODE	Consultation générale (CG), consultations particulières (CP), audition (AUD) et étude détaillée (ED)
SÉANCES	Nombre de séances (N) et nombre d'heures (H) requises pour l'exécution d'un mandat Séances publiques (P), séances de travail (T) et séances à huis clos (HC)
PROJETS DE LOI	Nombre total d'articles d'un projet de loi (AR), nombre d'amendements proposés (AP), nombre d'amendements adoptés (AA). Étude du projet de loi terminée (A) ou non terminée (O) N.B. : Le terme « amendements » inclut les sous-amendements
PARTICIPANTS	Nombre de ministres (ME), d'organismes (OE) et de personnes (PE) entendus pour l'ensemble des séances tenues dans le cadre d'un mandat
DOCUMENTS	Nombre de mémoires (M) et de documents (DD) déposés officiellement
CONSULTATION EN LIGNE	Nombre de questionnaires en ligne (QL)
REMARQUES	Caractéristiques particulières reliées au fonctionnement de la commission et date(s) de la (des) séance(s)

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1. Élections à la présidence et à la vice-présidence																
1.1 Élection à la présidence et aux vice-présidences de la Commission		1 (P)	00:04													2 juin 2014
1.2 Élection à la présidence de la Commission		1 (P)	00:01													2 octobre 2014
2. Vérification des engagements financiers																
3. Audition du Vérificateur général																
3.1 Audition portant sur le rapport annuel de gestion 2013-2014 du Vérificateur général	AUD	1 (P)	02:57							1						18 février 2015
		1 (T)	01:01													18 février 2015
		1 (T)	00:13													18 février 2015
4. Auditions suites aux rapports du Vérificateur général et du Protecteur du citoyen																
4.1 Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général d'automne 2013 portant sur la gouvernance et la gestion des grands projets d'infrastructure de l'Agence métropolitaine de transport	AUD	1 (P)	02:52							3			2			1er octobre 2014
		1 (T)	01:18													1er octobre 2014
		1 (T)	00:23													1er octobre 2014
4.2 Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur les médicaments et les services pharmaceutiques	AUD	1 (P)	02:53							4						8 octobre 2014
		1 (T)	01:33													8 octobre 2014
		1 (T)	00:15													8 octobre 2014
4.3 Audition sur le chapitre 2 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur la réalisation et l'exploitation d'aires de service	AUD	1 (P)	02:50							3			1			5 novembre 2014
		1 (T)	01:22													5 novembre 2014
		1 (T)	00:16													5 novembre 2014

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
4.4 Audition sur le chapitre 4 du rapport du commissaire au développement durable du printemps 2014 portant sur la gestion et l'aide financière du Fonds vert	AUD	1 (P)	02:56								3					20 novembre 2014
		1 (T)	01:10													20 novembre 2014
		1 (T)	00:16													20 novembre 2014
4.5 Audition sur le chapitre 3 du rapport du Vérificateur général du printemps 2014 portant sur l'acquisition de biens et de services	AUD	1 (P)	02:53								2					25 mars 2015
		1 (T)	00:53													25 mars 2015
		1 (T)	00:14													25 mars 2015
5. Auditions des ministères ou des organismes																
5.1 Audition portant sur la gestion administrative du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles	AUD	1 (P)	02:53								1					29 octobre 2014
		1 (T)	01:06													29 octobre 2014
		1 (T)	00:09													29 octobre 2014
5.2 Audition de la Régie des alcools, des courses et des jeux sur sa gestion administrative	AUD	1 (P)	02:55								1					18 mars 2015
		1 (T)	01:12													18 mars 2015
		1 (T)	00:09													18 mars 2015
6. Études des rapports annuels en vertu de la Loi sur l'administration publique																
6.1 Audition du Secrétariat de Conseil du trésor portant sur le rapport d'application de la Loi sur l'administration publique 2012-2014	AUD			1 (P)	02:53						1					3 février 2015
				1 (T)	00:49											3 février 2015
				1 (T)	00:20											3 février 2015
7. Autres matières confiées par l'Assemblée																

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTA- TIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.0 Mandats de l'Assemblée																
1.1 Projets de loi publics																
1.1.1 PL 5, Loi modifiant la Loi limitant les activités pétrolières et gazières et d'autres dispositions législatives	ED	1 (P)	03:43			3	2		A							12 juin 2014
1.1.2 PL 11, Loi sur la Société du Plan Nord	CP	5 (P)	17:34							22		22				22, 23, 24, 27 et 28 octobre 2014
	ED	13 (P)	61:46			104	38	16	A				8			5, 11, 12, 13, 18, 19, 20, 24, 26, 27, 28 novembre, 1er et 2 décembre 2014
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																
1.3 Crédits budgétaires																
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2014-2015 relevant de la compétence de la Commission				5 (P)	21:57					5			31			20, 25, 26, 30 juin, 2 juillet 2014
1.4 Examen de toute autre matière																
2.0 Mandats prévus au Règlement																
2.1 Élections à la présidence et à la vice-présidence																
2.1.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:02													2 juin 2014

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTA- TIONS EN LIGNE	REMARQUES	
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL		
		N	H	N	H												
2.2 Interpellations																	
2.2.1 Les décisions politiques qui mènent à une hausse injustifiée des tarifs d'électricité		1 (P)	02:00							1							10 novembre 2014
2.3 Autres																	
3.0 Mandats d'initiative																	
3.1 Études de règlement																	
3.2 Reddition de comptes et surveillance d'organisme																	
3.2.1 Commission de protection du territoire agricole du Québec	AUD	1 (P)	03:00							1							6 novembre 2014 Mandat non terminé
		1 (T)	00:51														6 novembre 2014
		1 (T)	00:23														4 décembre 2014
		1 (T)	00:56														24 février 2015
		1 (T)	01:49														19 mars 2015
3.3 Études de pétitions																	
3.4 Examen de toute autre matière																	
3.4.1 Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles	CP	2 (P)	11:40							16	3	20					16 et 17 mars 2015 Mandat non terminé
		1 (T)	01:48														19 février 2015
		1 (T)	00:30														16 mars 2015
4.0 Mandats conférés par une loi																	

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.0 Mandats de l'Assemblée																
1.1 Projets de loi publics																
1.1.1 PL 1, Loi concernant l'inspecteur général de la Ville de Montréal	CP	1 (P)	01:16							1						3 juin 2014
	ED	2 (P)	07:49			5	14	12	A				2			4 et 5 juin 2014
1.1.2 PL 3, Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal	CP			5 (P)	28:52					27	2	44	1			20, 21, 22, 25 et 26 août 2014
	ED	23 (P)	82:53			58	93	56	A				13			7, 8, 9, 21, 22, 23, 28, 29, 30 octobre, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20, 21, 25, 26 et 27 novembre 2014
1.1.3 PL 23, Loi modifiant la Charte de la Ville de Montréal relativement à la composition du comité exécutif	ED	1 (P)	00:48			2			A							28 novembre 2014
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																
1.2.1 PL 200, Loi concernant la Municipalité de Lac-Simon	AUD/ED	1 (P)	00:32			3			A	1	2					3 décembre 2014
1.2.2 PL 201, Loi concernant la Ville de Westmount	AUD/ED	1 (P)	01:02			2	3	1	A	1						3 décembre 2014
1.2.3 PL 202, Loi concernant la Régie inter-municipale de valorisation des matières organiques de Beauharnois-Salaberry et de Roussillon	AUD/ED	1 (P)	00:41			2			A	1						3 décembre 2014

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.3 Crédits budgétaires																
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2014-2015 relevant de la compétence de la Commission				4 (P)	17:55					4				24		20, 25, 26 et 27 juin 2014
1.4 Examen de toute autre matière																
2.0 Mandats prévus au Règlement																
2.1 Élections à la présidence et à la vice-présidence																
2.1.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:02													2 juin 2014
2.2 Interpellations																
2.2.1 L'offensive du gouvernement libéral contre les régions du Québec : des actions soutenues contre le développement local et régional		1 (P)	02:00							1						20 février 2015
2.3 Autres																
3.0 Mandats d'initiative																
3.1 Études de règlement																
3.2 Reddition de comptes et surveillance d'organisme																

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.0 Mandats de l'Assemblée																
1.1 Projets de loi publics																
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																
1.2.1 PL 203, Loi concernant la vente d'un immeuble situé dans le site patrimonial de La Grave	AUD-ED	1 (P)	00:30			3			A		1					3 décembre 2014
1.3 Crédits budgétaires																
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2014-2015 relevant de la compétence de la Commission				4 (P)	24:21					4			14			19, 26, 30 juin et 2 juillet 2014
1.4 Examen de toute autre matière																
2.0 Mandats prévus au Règlement																
2.1 Élections à la présidence et à la vice-présidence																
2.1.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:03													2 juin 2014
2.2 Interpellations																
2.2.1 Les déclarations irresponsables, les ballons d'essai et les coupures de services du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport		1 (P)	01:56							1						26 septembre 2014

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES	
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD			
		N	H	N	H										RQL		
2.3 Autres																	
3.0 Mandats d'initiative																	
3.1 Études de règlement																	
3.2 Reddition de comptes et surveillance d'organisme																	
3.3 Études de pétitions																	
3.3.1 Les cours d'éducation sexuelle	AUD	1 (T)	02:01								1	1		2			21 octobre 2014
		1 (T)	00:22														2 octobre 2014
		1 (T)	00:57														30 octobre 2014
3.4 Examen de toute autre matière																	
4.0 Mandats conférés par une loi																	
5.0 Séances de travail																	
5.1 Information sur les activités et le fonctionnement de la Commission et organisation de ses travaux		1 (T)	01:37														12 juin 2014
5.2 Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 564-20141111 concernant la sauvegarde de l'église Notre-Dame-de-Fatima de Jonquière		1 (T)	00:33														27 novembre 2014

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.0 Mandats de l'Assemblée																
1.1 Projets de loi publics																
1.1.1 PL 8, Loi modifiant le Code du travail à l'égard de certains salariés d'exploitation agricoles	CP			1 (P)	06:20						6		5			9 septembre 2014
	ED	3 (P)	06:05			6	10	7	A		1					1er, 2 et 7 octobre 2014
1.1.2 PL 22, Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant les articles 7.1 et 7.2 de la Loi sur les produits alimentaires	ED	1 (P)	00:36			3			A							20 novembre 2014
1.1.3 PL 19, Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives	CP	1 (P)	03:42								6		3			4 décembre 2014
	ED	2 (P)	03:17			59	8	6	A							12 et 17 février 2015
1.1.4 PL 34, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises	CP	1 (P)	02:24								3		8			18 mars 2015
	ED	3 (P)	04:12			4	25	24	A					1		19, 24 et 25 mars 2015
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																
1.3 Crédits budgétaires																
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2014-2015 relevant de la compétence de la Commission				4 (P)	20:34						5			39		23, 25, 27 juin et 2 juillet 2014
1.4 Examen de toute autre matière																

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
2.0 Mandats prévus au Règlement																
2.1 Élections à la présidence et à la vice-présidence																
2.1.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:03													2 juin 2014
2.2 Interpellations																
2.2.1 Fermeture des carrefours jeunesse-emploi : L'abandon des jeunes par un gouvernement libéral sans vision		1 (P)	02:01							1						7 novembre 2014
2.3 Autres																
3.0 Mandats d'initiative																
3.1 Études de règlement																
3.2 Reddition de comptes et surveillance d'organisme																
3.3 Études de pétitions																
3.4 Examen de toute autre matière																
4.0 Mandats conférés par une loi																
5.0 Séances de travail																
5.1 Information sur les activités et le fonctionnement de la Commission et organisation de ses travaux		1 (T)	01:00													12 juin 2014

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.0 Mandats de l'Assemblée																
1.1 Projets de loi publics																
1.1.1 PL 4, Loi modifiant la Loi autorisant la conclusion de conventions collectives d'une durée supérieure à trois ans dans les secteurs public et parapublic	ED	1 (P)	00:11			2			A							5 juin 2014
1.1.2 PL 15, Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État	CP ED	3 (P) 13 (P)	11:21 41:15			38	35	18	A		14		16	6		30, 31 octobre et 4 novembre 2014 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 20, 25, 26, 27, 28 novembre et 2 décembre 2014
1.1.3 PL 12, Loi concernant la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public et modifiant diverses dispositions législatives	ED	1 (P)	00:41			18			A							5 novembre 2014
1.1.4 PL 30, Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire	ED	1 (P)	00:34			5	1	1	A							12 février 2015
1.1.5 PL 28, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016	CP ED	2 (P) 3 (P)	08:02 04:55	7 (P)	38:42	337	2	2	O		45	4	74			23, 28, 29, 30 janvier, 2, 3, 5, 10 et 11 février 2015 19, 23 et 31 mars 2015 Mandat non terminée

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																
1.3 Crédits budgétaires																
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2014-2015 relevant de la compétence de la Commission				2 (P)	18:57					2				17		19 juin et 2 juillet 2014
1.4 Examen de toute autre matière																
2.0 Mandats prévus au Règlement																
2.1 Élections à la présidence et à la vice-présidence																
2.1.1 Élection à la présidence et aux vice-présidences de la Commission		1 (P)	00:04													2 juin 2014
2.1.2 Élection à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:02													18 septembre 2014
2.2 Interpellations																
2.2.1 L'objectif du gouvernement libéral de réduire le panier de services publics du Québec à celui de la moyenne canadienne		1 (P)	02:00							1				2		24 octobre 2014
2.3 Autres																
2.3.1 Poursuite du débat sur le discours du budget		2 (P)	10:19													11 et 12 juin 2014

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.0 Mandats de l'Assemblée																
1.1 Projets de loi publics																
1.1.1 PL 14, Loi modifiant le Code de procédure civile et d'autres dispositions	ED	1 (P)	01:53			15			A							9 octobre 2014
1.1.2 PL 17, Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions	CP ED	1 (P) 2 (P)	01:43 06:48				30	16	13	A		2	3			12 novembre 2014 18 et 19 novembre 2014
1.1.3 PL 21, Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et la Conseil Mohawk de Kahnawake	CP ED	1 (P) 2 (P)	04:59 04:16				11	30	22	A		5	2	1	3	25 novembre 2014 28 novembre et 1er décembre 2014
1.1.4 PL 26, Loi visant principalement la récupération de sommes obtenues à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics	CP ED			2 (P)	12:29		37	38	24	A		13	13		2	15 et 16 janvier 2015 17, 18, 24, 25 et 26 février 2015
1.1.5 PL 33, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	ED	1 (P)	00:36			3			A							26 mars 2015
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																
1.3 Crédits budgétaires																
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2014-2015 relevant de la compétence de la Commission				6 (P)	31:55						8		34			19, 20, 25, 26, 30 juin et 2 juillet 2014

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTA- TIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.4 Examen de toute autre matière																
2.0 Mandats prévus au Règlement																
2.1 Élections à la présidence et à la vice-présidence																
2.1.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:03													2 juin 2014
2.2 Interpellations																
2.2.1 Les avantages de la souveraineté du Québec		1 (P)	02:01						1							14 novembre 2014
2.3 Autres																
2.3.1 Audition du Protecteur du citoyen	AUD			1 (P)	02:26					1			1			9 septembre 2014
				1 (T)	00:22											9 septembre 2014
				1 (T)	00:14											9 septembre 2014
3.0 Mandats d'initiative																
3.1 Études de règlement																
3.2 Reddition de comptes et surveillance d'organisme																
3.2.1 Coroner	AUD			1 (P)	02:27					1			1			11 septembre 2014
				1 (T)	00:19											11 septembre 2014
				1 (T)	00:25											11 septembre 2014

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.0 Mandats de l'Assemblée																
1.1 Projets de loi publics																
1.1.1 PL 2, Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance	CP	1 (P)	04:24							5		4				10 juin 2014
	ED			1 (P)	02:06	4	4	2	A					1		19 août 2014
1.1.2 PL 27, Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés	CP			3 (P)	14:12					12	1	15				15, 16 et 19 janvier 2015
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																
1.3 Crédits budgétaires																
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2014-2015 relevant de la compétence de la Commission				5 (P)	20:52					5				10		19, 20, 23, 25 et 27 juin 2014
1.4 Examen de toute autre matière																
1.4.1 Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	CP	1 (P)	04:56	6 (P)	34:58					37	18	60	3	160		28, 29, 30 janvier, 2, 3, 5, et 10 février 2015
		1 (T)	01:12													12 février 2015
1.4.2 Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle	CP	4 (P)	16:40							18		26				16, 17, 23 et 24 mars 2015
		1 (T)	00:35													25 mars 2015

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTA- TIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
2.0 Mandats prévus au Règlement																
2.1 Élections à la présidence et à la vice-présidence																
2.1.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:05													2 juin 2014
2.2 Interpellations																
2.2.1 Le manque de vision du gouvernement libéral concernant l'avenir du réseau des services de garde		1 (P)	01:57							1						21 novembre 2014
2.2.2 La politique québécoise d'immigration		1 (P)	02:03							1			2			20 mars 2015
2.3 Autres																
3.0 Mandats d'initiative																
3.1 Études de règlement																
3.2 Reddition de comptes et surveillance d'organisme																
3.3 Études de pétitions																
3.4 Examen de toute autre matière																

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.0 Mandats de l'Assemblée																
1.1 Projets de loi publics																
1.1.1 PL 10, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales	CP	14 (P)	60:31								62	2	125			20, 21, 22, 23, 27, 28, 29, 30 octobre, 5, 6, 10, 11, 12 et 13 novembre 2014
	ED	5 (P)	19:54	11 (P)	56:55	165	70	37	O					9		1 ^{er} , 2, 3, 4, 5, 15, 16, 17 décembre 2014, 16, 20, 23, 28, 29, 30 janvier, 2 et 3 février 2015
																Procédure législative d'exception
1.1.2 PL 20, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée	CP	8 (P)	39:55								39	16	67	1		24, 25, 26 février, 17, 18, 19, 24 et 25 mars 2015
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																
1.3 Crédits budgétaires																
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2014-2015 relevant de la compétence de la Commission				3 (P)	17:57					4				17		25, 26 et 27 juin 2014
1.4 Examen de toute autre matière																

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
2.0 Mandats prévus au Règlement																
2.1 Élections à la présidence et à la vice-présidence																
2.1.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:02													2 juin 2014
2.1.2 Élection à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:02													7 octobre 2014
2.2 Interpellations																
2.2.1 L'accès aux soins dans le réseau de la santé et des services sociaux et le bilan libéral des dix dernières années		1 (P)	02:00							1						3 octobre 2014
2.2.2 La crise au CHUM provoquée par le comportement du ministre de la Santé et des Services sociaux		1 (P)	02:01							1						27 mars 2014
2.3 Autres																
3.0 Mandats d'initiative																
3.1 Études de règlement																
3.2 Reddition de comptes et surveillance d'organisme																
3.3 Études de pétitions																
3.4 Examen de toute autre matière																

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTA- TIONS EN LIGNE	REMARQUES	
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL		
		N	H	N	H												
4.0 Mandats conférés par une loi																	
5.0 Séances de travail																	
5.1 Information sur les activités et le fonctionnement de la Commission et organisation de ses travaux		1 (T)	00:44														11 juin 2014
5.2 Organisation des travaux de la Commission		1 (T)	00:40														17 septembre 2014
5.3 Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions n° 530-20141028 et n° 531-20141028 concernant la révision du plan de compressions et annulation des coupes depostes au CSSS du Haut-Richelieu-Rouville et de la pétition n° 549-2014-11-04 concernant l'accès au rapport du Comité national sur les services phéospitaliers d'urgence au Québec		1 (T)	00:35														11 novembre 2014
5.4 Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse de la pétition n° 568-20141112 concernant le remboursement des pompes à insuline pour tous les diabétiques de type 1 et sur la possibilité que la Commission se saisisse d'un mandat d'initiative concernant le projet du nouvel hôpital de l'Hôtel-Dieu de Québec		1 (T)	00:21														12 février 2015
5.5 Statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse des pétitions n°s 627-20141120 concernant l'ajout de services ambulanciers sur le territoire de Saint-Agathe-des-Monts, 652-20141128 concernant la modification de la Loi sur le tabac afin de protéger les jeunes		1 (T)	00:33														19 février 2015

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
1.0 Mandats de l'Assemblée																
1.1 Projets de loi publics																
1.1.1 PL 16, Loi modifiant la Loi sur les véhicules hors route et d'autres dispositions	CP	1 (P)	02:38							4		3				18 novembre 2014
	ED	1 (P)	04:37			63	16	13	A							26 novembre 2014
1.1.2 PL 25, Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers	CP	1 (P)	03:22							6		6				17 février 2015
	ED	2 (P)	05:02			40	20	17	A							24 et 25 février 2015
1.1.3 PL 32, Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application	CP	2 (P)	05:38							8		5				23 et 24 mars 2015
	ED	1 (P)	02:02			2	3	1	A				3			30 mars 2015
1.2 Projets de loi d'intérêt privé																
1.3 Crédits budgétaires																
1.3.1 Étude des crédits budgétaires 2014-2015 relevant de la compétence de la Commission				5 (P)	23:55					5			13			19, 23, 25, 26 et 27 juin 2014
1.4 Examen de toute autre matière																
1.4.1 Projet de Stratégie gouvernementale de développement durable révisée 2015-2020	CP	2 (P)	09:38	5 (P)	20:18					41		57				23, 28, 29, 30 janvier, 2, 10 et 11 février 2015
		1 (T)	00:21										1			12 février 2015

SUJET	MODE	SÉANCES				PROJETS DE LOI				PARTICIPANTS			DOCUMENTS		CONSULTATIONS EN LIGNE	REMARQUES
		Période		Hors période		AR	AP	AA	PL	ME	OE	PE	M	DD	RQL	
		N	H	N	H											
2.0 Mandats prévus au Règlement																
2.1 Élections à la présidence et à la vice-présidence																
2.1.1 Élection à la présidence et à la vice-présidence de la Commission		1 (P)	00:03													2 juin 2014
2.2 Interpellations																
2.3 Autres																
3.0 Mandats d'initiative																
3.1 Études de règlement																
3.2 Reddition de comptes et surveillance d'organisme																
3.3 Études de pétitions																
3.4 Examen de toute autre matière																
4.0 Mandats conférés par une loi																
5.0 Séances de travail																
5.1 Information sur les activités et le fonctionnement de la Commission et organisation de ses travaux		1 (T)	01:25													11 juin 2014
5.2 Statuer sur une demande de mandat d'initiative du député de Nicolet-Béancour et sur un mandat de surveillance d'organisme		1 (T)	00:25													30 septembre 2014

DIRECTION DES TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Édifice Pamphile-Le May
1035, rue des Parlementaires
3^e étage, bureau 3.15
Québec (Québec) G1A 1A3

Téléphone : 418 643-2722
Télécopieur : 418 643-0248
commissions@assnat.qc.ca

